

prospèrent ensemble"

Georges CINGAL,
Secrétaire Général
SEPANSO Aquitaine

La pêche

Franz Fischler était le Directeur général de l'Agriculture et de la Pêche. Avec mes amis, nous avons réussi, lors d'une réunion à Bordeaux, à convaincre les autorités qu'il fallait créer une DG Pêche. C'est Emma Bonino qui en hérita et nous la sollicitâmes aussitôt pour faire protéger les poissons migrateurs (nous avons fatigué quelques parlementaires et usé quelques autres commissaires pour l'anguille !).

Les espèces exotiques envahissantes

Encore un beau parcours du combattant ! Je ne faisais plus partie du conseil exécutif du BEE lorsqu'il a fallu finaliser le règlement, mais j'ai eu la satisfaction d'être le rapporteur de l'avis du Comité Économique et Social Européen (CESE).

Les Agoras

Les parlementaires écologistes principalement ont réussi à faire admettre que le Parlement aurait intérêt à inviter tous les lobbyistes ensemble pour qu'ils débattent des dossiers sur lesquels ils auraient eux-mêmes à débattre avant de voter. 500 personnes sont invitées par les élus. J'ai ainsi participé à plusieurs débats, le plus mémorable étant celui sur l'énergie où j'ai tenu tête avec succès aux nucléocrates.

Les consultations officielles et Initiatives Citoyennes Européennes (ICE)

Vous connaissez puisque la SEPANSO contribue et vous invite aussi à participer.

Heureusement, il y a d'autres militants qui s'intéressent aux dossiers européens. Je vous invite à lire attentivement le message très important de François Dupont, auteur de "Le printemps des Européens" et de "Les priorités du citoyen européen". ■

DERNIERE MINUTE

Nous avons été contraints à maintes reprises de faire appel à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs. La SEPANSO a informé le Bureau Européen de l'Environnement afin d'enrichir la plainte contre les États membres qui ne font pas respecter la Convention d'Aarhus. Bingo ! L'Europe est lente, mais efficace !

Apprenant que la Commission européenne allait adresser une lettre de mise en demeure pour que la France se conforme aux règles de cette Convention (le courrier officiel a été envoyé le 14 mai 2020), Elisabeth Borne, Ministre de la transition écologique et solidaire a adressé aux préfets et aux différents établissements publics (Agences de l'eau, ADEME, Office Français de la Biodiversité...) une circulaire pour rappeler l'importance du droit d'accès à l'information relative à l'environnement.

Si vous rencontrez une difficulté, mentionnez cette circulaire : http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/05/cir_44969.pdf

Le citoyen européen et le COVID-19

Quand la Présidente de la Commission européenne, Madame Von der Leyen, en juillet 2019, s'engage devant le nouveau Parlement européen à le laisser aller au bout de ce qui sera voté en janvier 2020, à savoir le texte B9-0036/2020 (position du Parlement européen concernant la Conférence sur l'avenir de l'Europe - lien ci-dessous), le COVID-19 est inconnu. Pas la crise des institutions à pilotage intergouvernemental déficient, sous emprise de divers lobbies, qui exige des adaptations de la structure institutionnelle européenne.

Le processus, décrit dans les huit pages très lisibles du texte voté, dit au citoyen, même confiné, qui peut faire quoi, quand et comment, du 9 mai 2020 (reporté pour cause de COVID à l'automne 2020) au 9 mai 2022, pour restructurer le bien commun du pouvoir, réorienter en les contrôlant ses compétences, pour mieux utiliser des ressources communes naturelles, humaines et financières créées par des millions d'Européens qui sont concitoyens comme le dit la Charte des droits fondamentaux.

Dans le même temps, huit fédérations d'ONG européennes (Birdlife, Bankwatch Network, Climate Action Network, Bureau Européen de l'Environnement, Health and Environment Alliance, Naturefriends, Transport and Environment, WWF) ont écrit le 26 mars 2020 à Madame Von der Leyen et Messieurs Michel et Sassoli pour se saisir de ce texte et dire que des millions de militants européens avec eux exigent que les milliers de milliards de la Banque Centrale Européenne servent aux investissements d'avenir de l'European Green Deal.

L'outil multilingue contributif Presseurop (ou Voxeurop) - qui me permit en juin 2013 d'être citoyen intervenant dans le débat sur la "crise des institutions européennes" - couplé à Eurostat, rendra possible la prise en compte de toutes les contributions aux agoras citoyennes. Ces agoras vont intervenir huit fois au Parlement européen et donner des directives à la Commission des affaires

constitutionnelles du Parlement. Députés et commissaires ne pourront pas les taire à la presse mondiale. Qu'on se le dise !

François DUPONT



- ✓ Texte de la résolution du Parlement européen (en français) : www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2020-0036_FR.pdf
- ✓ Courrier du 26 mars 2020 des huit fédérations d'ONG (en anglais) : https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/joint_ngo_open_letter_on_covid_19_and_sustainability_26_march.pdf